

BOUIRA

Des souscripteurs AADL désemparés

Des dizaines de souscripteurs AADL 2001-2002 qui ont eu enfin «la chance» d'être retenus dans le programme des 3 500 logements retenus pour la wilaya de Bouira et dont 800 ont été lancés en octobre 2015 au niveau du chef-lieu de wilaya, ne savent plus à quel saint se vouer.

Alors que les différents responsables au niveau local, tant du côté du wali en personne qui s'était montré déçu par le rythme des travaux, que du côté de ceux de l'agence AADL dont, selon les souscripteurs eux-mêmes, le responsable leur aurait déclaré avoir envoyé deux mises en demeure aux deux entreprises réalisatrices ; les souscripteurs étaient encore une fois présents ce mardi devant le siège de l'agence locale AADL pour s'enquérir du sort de ce chantier qui traîne.

Selon ces protestataires que nous avons rencontrés hier mardi, le rythme des travaux constatés au niveau du site qui abrite ce projet n'incite guère à l'optimisme et tout indique que le projet ne sera jamais réceptionné dans les délais impartis c'est-à-dire, mars 2018. Aussi, et pour faire pression sur les deux entreprises qui ont eu ce marché avec

400 logements chacune sous forme de tours, les protestataires ont décidé de se déplacer mardi prochain au siège central de l'AADL sis à Alger pour voir une autre fois le DG de l'AADL afin de faire pression sur ces deux entreprises pour renforcer les effectifs.

D'après eux, lors des différentes rencontres qu'ils avaient eues par le passé avec les responsables centraux de l'AADL, ces derniers leur ont expliqué que les entreprises chargées d'exécuter leurs programmes sont toutes tenues d'achever les travaux dans un délai n'excédant pas les 24 mois.

Or, à Bouira, ces délais sont de 28 mois mais, vu le taux d'avancement des travaux après 17 mois de l'ouverture du chantier, tout indique que le projet ne sera jamais réceptionné en mars 2018.

Aussi, ces protestataires en colère qui rappellent que leur patience a dépassé les bornes ; eux qui attendent leurs logements depuis plus de 17 ans, sont décidés à aller jusqu'à suggérer à l'AADL de résilier au plus vite les contrats avec ces deux entreprises et



Photo : DR

confier les travaux aux entreprises chinoises ou turques seules à même de garantir la réception du projet dans les délais ou peut-être, même avant ces délais.

Rappelons qu'au moment où les souscripteurs des 800 logements AADL s'impacientent pour l'achèvement de leur projet implanté à Bouira, d'autres encore, des milliers d'autres qui sont clairement identifiés,

attendent eux, soit la désignation des sites soit le démarrage des travaux au niveau des communes retenues pour le restant du programme des 3 500 logements AADL, à savoir Bouira où deux autres quotas sont prévus, ainsi que Bechloul, El-Adjiba, Sour-El-Ghozlane, Lakhdaria et Ain Bessem, El Hachimia, Kadiria et Bir-Ghbalou.

Y. Y.

AÏN-TÉMOUCHENT

Les problèmes quotidiens qui agacent les citoyens

De nombreux citoyens des différentes communes de la wilaya de Aïn-Témouchent décrient les problèmes de leurs localités et lancent un appel aux autorités concernées pour intervenir et résoudre leurs problèmes en ce début de printemps, pour que les citoyens retrouvent leur quiétude dans leurs localités.

En premier lieu, les habitants de la ville de Chaâbat El-Leham, distante de 4 bornes kilométriques du chef-lieu de wilaya, ont présenté avant-hier une pétition dans laquelle ils soulèvent le problème du rejet des eaux usées de l'abattoir communal dans la nature. D'après les pétitionnaires, une odeur nauséabonde se dégage dans les alentours, sans oublier la pollution de l'environnement en ces premières journées du printemps.

Les citoyens disent qu'ils ont saisi les autorités locales à travers plusieurs correspondances mais aucune suite positive n'a été donnée. Les vacanciers de la plage de Sidi-Djelloul, dans la localité de Sidi Safi, ont été surpris par la situation dramatique du petit pont qui accède à l'horizon bleu. Cet ouvrage est dans un état déplorable, les crues et les boues ont obturé les canaux et les eaux stagnent en sa surfa-

ce et coupent l'accès menant vers la grande bleue, pourtant les autorités concernées sont au courant.

Au chef-lieu de wilaya Aïn-Témouchent, la ville qui est visitée par des centaines de personnes quotidiennement est dépourvue de toilettes publiques, ce qui fait que les visiteurs à cette ville, notamment la gent féminine, trouvent d'énormes difficultés pour accomplir leur besoin naturel. En outre, ces difficultés se remarquaient quotidiennement chez les malades chroniques, diabétiques, hypertendus et autres.

Curieusement, cette ville qui disposait de trois toilettes publiques situées au centre-ville durant les années 1970 ont malheureusement, été démolies par les pouvoirs publics et remplacées tardivement par d'autres implantées à la périphérie de la ville sans aucune utilité publique.

Dans l'autre coin de cette charmante ville, et plus précisément, dans la zone d'activité, un autre douar a poussé au vu et au su des responsables de cette ville, les familles en détresse sociale vivant sous des baraquas en plastique et en bric-à-brac et autres débris de matières organiques dans des conditions misérables interpellent les pouvoirs publics pour les reloger dans des habitations publiques locatives décentes avant l'entrée de l'été parce qu'elles craignent d'autres incidents similaires à celui du quartier El-Graba qui a coûté la vie à trois personnes suite à un incendie criminel, il y a de cela trois ans.

Une jeune femme, Goumbri Fatiha, a eu le courage d'avouer : «Mes enfants et moi vivons dans une seule baraque. Nous souffrons à longueur d'année. En hiver, du froid et des maladies conséquentes et en été de la chaleur suffocante et du risque des reptiles, insectes et des chiens errants. J'étais victime de hogra depuis le séisme de 1999, j'ai été lésée d'un toit alors que les autres sinistrés ont été relogés, j'ai déposé un dossier pour

un logement social depuis 2001. La commission a attribué à des postulants classés après moi, conclut-elle.»

Dans les localités de Aoubellil et Aghlal, le calvaire du transport persiste encore, depuis longtemps, les citoyens réclament une ligne de transport public directe pour se rendre au chef-lieu de daïra de Aïn-Kihel pour s'approcher de leur administration.

Actuellement, les citoyens sans véhicules particuliers sont contraints d'aller jusqu'à la ville de Aïn-Témouchent pour prendre une autre ligne à destination de Aïn-Kihel, ce qui est qualifié par les concernés de fatigant et coûteux.

Pour des raisons sécuritaires, la commune de Aïn-Kihel, située sur le littoral, qui a servi à la harka durant quelques années, ses citoyens demandent une Sûreté urbaine ou une brigade de gendarmerie car c'est une localité d'une extrême sensibilité géographique et mérite d'être sécurisée, estiment les notables de cette commune.

Durant la période estivale, elle devient très fréquentée par les estivants et touristes se rendant à la plage. Au sud-est de la ville de Aïn-Témouchent, les jeunes dans la localité d'El-Hassasna se plaignent du chômage, cette commune à vocation rurale est dépourvue d'usines ou entreprises pouvant créer des postes d'emploi, de chantiers de bâtiment ou de projets de développement, les citoyens réclament des postes d'emploi dans le cadre du dispositif étatique social.

Pour les jeunes filles, la situation est pire. Privées d'emploi et de mouvement, elles sont enfermées dans leurs domiciles en raison du manque de centre de formation et d'apprentissage pour s'occuper.

S. B.

MOSTAGANEM

Les travaux d'aménagement de l'aérogare vont enfin reprendre

La décision de création d'un aéroport peut résulter d'un choix politique d'aménagement du territoire ou de la nécessité de mettre en place de nouvelles infrastructures face à l'accroissement du trafic aérien.

Dans le but de réactiver le plan d'aménagement de l'aéroport de Mostaganem situé à Sayada, à quelque 6 km du chef-lieu de wilaya, une rencontre restreinte s'est déroulée ce lundi dans la wilaya de Mostaganem dirigée par M. le wali, et ce, en présence des autorités militaires de la II^e RM. C'est confirmé, le projet est en bonne voie, les travaux d'aménagement de l'aéroport reprendront le mois de mai prochain.

L'étude concernera l'extension de la piste sur une distance de 2 400 mètres, pouvant accueillir des avions de type ATR ou Hercules C630 pour le fret de marchandises et le transport des voyageurs. Les travaux porteront aussi sur la réhabilitation de la piste secondaire, la réalisation d'une tour de contrôle, des bureaux, l'enceinte aéroportuaire pouvant accueillir les voyageurs et le public, un parc sous douane, un parking pour les véhicules, des entrepôts, d'une clôture de l'aérogare et d'autres commodités. L'infrastructure sera livrée d'ici l'année prochaine. Pour rappel, il y a de cela, quelques années, la piste principale de l'aéroport a été confortée en béton armé sur une distance de 1 360 mètres, pour être exploitée dans certaines opérations, dont celle concernant la lutte antiacridienne et contre les feux de forêt, l'évacuation des malades à bord de petits avions et des avions ATR pour les voyageurs sur des vols domestiques.

A. B.

TLEMCEM

Le secteur du BTPH dans la tourmente

Les entreprises du BTPH, lancent un véritable appel de détresse aux pouvoirs publics, pour éviter l'effondrement du bâtiment.

Les problèmes s'accumulent et c'est presque l'asphyxie financière pour de nombreuses entreprises du BTPH, qui réclament le paiement des acomptes qui date depuis juillet 2016. Faute de financement, beaucoup de chantiers sont déjà à l'arrêt.

Les chefs d'entreprise mettent en cause le délai de paiement des acomptes aux entreprises du BTPH par les maîtres d'ouvrage, pour ce faire, ils

rappellent les dispositions du code des marchés publics, qui insiste sur le versement de l'acompte celui-ci, rémunère un service fait.

L'apport des acomptes reste le seul moyen pour l'entreprise de poursuivre les travaux et surtout respecter les délais de réalisation, prévus dans le marché.

Autre aspect négatif de cette situation : les entreprises accumulent des retards de paiement de leurs fournisseurs, le non-règlement des salaires des ouvriers, dont la plupart sont forcés parfois au chômage. Cependant, le vrai problème reste les cotisations (Cnas, CAC des OBATRO, Casnos). À cela s'ajoutent les mises en demeure émanant des

maîtres de l'ouvrage eux-mêmes, qui, pourtant, n'ignorent pas la réalité de la conjoncture.

Pour répondre à l'appel lancé par les chefs d'entreprise, le chef de l'exécutif a demandé aux différentes caisses d'affiliation de ne pas appliquer des majorations sur le retard de paiement, en offrant la possibilité d'un échancier, qui prendra en charge les intérêts des uns et des autres.

Le bâtiment reste la locomotive de développement dans tous les pays du monde, en Algérie, c'est tout simplement, 800 000 emplois, qui sont menacés par l'effondrement de ce secteur vital sur le plan socio-économique.

M. Zenasni